



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination à l'égard
des femmes**

Distr.
GENERALE

CEDAW/C/1994/3/Add.3
19 octobre 1993

ORIGINAL : FRANCAIS

COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION
A L'EGARD DES FEMMES
Treizième session
New York, 17 janvier-4 février 1994
Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

APPLICATION DE L'ARTICLE 21 DE LA CONVENTION SUR L'ELIMINATION
DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES

Rapports des institutions spécialisées des Nations Unies
sur l'application de la Convention dans leur domaine de
compétence

Note du Secrétaire général

Additif

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Note liminaire

Le Secrétariat, au nom du Comité, avait le 22 juin 1993 invité l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à présenter avant le 1er septembre 1993 un rapport sur la manière dont les Etats appliquent l'article 10 et les dispositions connexes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ces renseignements, recueillis par l'UNESCO auprès des Etats parties à la Convention, devaient compléter les rapports des pays qui seront examinés à la treizième session (Barbade, Colombie, Equateur, Guatemala, Guyana, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Madagascar, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Sénégal, Zambie).

Le Comité avait aussi demandé à connaître les activités, programmes et orientations adoptés par l'UNESCO pour encourager l'application de l'article 10 et des dispositions connexes de la Convention.

On trouvera ci-joint le rapport présenté par l'UNESCO.

* CEDAW/C/1994/1.

Annexe

[Original : français]

RAPPORT DE L'UNESCO A LA TREIZIEME SESSION DU COMITE POUR
L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION
A L'EGARD DES FEMMES

New York, 17 janvier-4 février 1994**

TABLE DES MATIERES

| | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| INTRODUCTION GENERALE | 1 - 3 | 3 |
| I. ACTIVITES SPECIFIQUES EN VUE DE LA DIFFUSION DE LA CONVENTION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION A L'EGARD DES FEMMES . . | 4 | 3 |
| II. ACTIVITES D'ANALYSE ET DE RECHERCHE SUR L'ETAT DE LA CONVENTION ET NOTAMMENT SUR LES ARTICLES RELATIFS A LA FAMILLE | 5 | 4 |
| III. COMMENTAIRES SUR LES ARTICLES 7 ET 8 DE LA CONVENTION | 6 - 11 | 5 |
| IV. INFORMATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 10 DE LA CONVENTION POUR LES PAYS DONT LES RAPPORTS SONT PRESENTES A LA TREIZIEME SESSION | 12 | 6 |

** Ce rapport est reproduit ici tel qu'il a été présenté.

INTRODUCTION GENERALE

1. Conformément à l'article 22 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les agences spécialisées sont encouragées à soumettre un rapport sur la mise en oeuvre de la Convention dans leur domaine de compétence. Aussi, il a été demandé par le Comité que l'UNESCO présente des commentaires sur l'article 10 et son application dans les pays dont le rapport sera présenté à la treizième session. De plus, à chacune de ses sessions, le Comité a décidé d'étudier plus en détail des articles de la Convention. La treizième session sera consacrée aux articles 7 et 8.

2. D'une manière globale, on peut dire que l'ensemble des activités de l'UNESCO participe à la mise en oeuvre de la Convention. Aussi, l'UNESCO souhaite communiquer aux membres du Comité son dernier rapport d'activité qui porte sur les années 1992 et 1993. Ce document, qui porte la cote 25 C/20 UNESCO, est le document qui sera présenté par le Directeur général à la vingt-septième session de la Conférence générale de l'UNESCO.

3. En outre, l'UNESCO souhaite donner quelques informations en relation avec les points de l'ordre du jour de la treizième session.

I. ACTIVITES SPECIFIQUES EN VUE DE LA DIFFUSION DE LA CONVENTION
SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION
A L'EGARD DES FEMMES

4. Depuis la douzième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), l'UNESCO a renforcé ses activités au niveau régional en vue de faire reconnaître les principes et concepts adoptés par la communauté internationale sur l'égalité en droit des hommes et des femmes dans la vie publique et privée. C'est ainsi qu'il convient de souligner tout particulièrement le travail du Collectif 95 Maghreb Egalité qui a été établi dès 1991 avec le soutien de l'UNESCO dans le but de sensibiliser les opinions publiques, les organisations non gouvernementales et les décideurs politiques sur des activités en vue de la reconnaissance et de la mise en oeuvre effective du principe de l'égalité des hommes et des femmes. Le Collectif 95 Maghreb Egalité a été constitué à l'issue d'une rencontre des associations féministes maghrébines, de chercheurs, d'intellectuels et de créateurs. Le Collectif a pour but de coordonner et d'impulser un programme d'action pour la préparation de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing 1995). Les objectifs du Collectif sont de faire connaître, sur le plan international, les actions des organisations non gouvernementales maghrébines en vue de la réalisation pour les femmes d'une citoyenneté à part entière, d'exercer une pression au niveau des structures de l'Union du Maghreb arabe, des gouvernements nationaux, des corps organisés et de la société civile pour la ratification et l'application des instruments internationaux, et notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et de préparer, dans une approche unitaire, des rapports sur la situation des femmes et d'élaborer, à travers une large concertation maghrébine, des propositions pour la réalisation de l'égalité en droit des hommes et des femmes. Les documents qui seront présentés au forum de la quatrième Conférence mondiale sur

/...

les femmes sont : un livre blanc sur l'état de droit international relatif aux femmes dans les pays du Maghreb, un code maghrébin égalitaire unifié, des rapports sur la mise en oeuvre des stratégies de Nairobi et des propositions d'action pour l'an 2000.

II. ACTIVITES D'ANALYSE ET DE RECHERCHE SUR L'ETAT DE LA
CONVENTION, ET NOTAMMENT SUR LES ARTICLES RELATIFS
A LA FAMILLE

5. Dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'est tenue à Vienne (juin 1993), des études ont été menées en collaboration avec des institutions de droits de l'homme et de défense des droits des femmes dans les pays africains et les pays arabes sur les obstacles à la ratification ou à l'application de la Convention. Des études entreprises, il ressort qu'à la date du deuxième trimestre 1993, seuls 22 pays africains et cinq pays arabes ont ratifié la Convention. D'une manière générale, les pays africains n'ont pas fait de réserves de fond, mais ils ont présenté des réserves de procédures. Les pays arabes, dans leur ensemble, ont présenté des réserves de fond, notamment en ce qui concerne les articles sur le mariage et la famille. Il faut souligner que les réserves présentées par la Tunisie n'ont pas d'implications propres à vider la Convention de son sens compte tenu de l'avancement de la législation tunisienne en ce qui concerne les droits de la femme, ce qui n'est pas toujours le cas avec les autres pays signataires. En tout état de cause, dans presque l'ensemble des pays africains et arabes étudiés et dont les législations de droit privé sont en grande partie inspirées du droit islamique, aussi bien dans les pays qui avaient ratifié la Convention que dans ceux qui ne l'ont pas ratifiée, on a pu relever un certain nombre de lois et de pratiques communes qui font obstacle au principe de l'égalité des hommes et des femmes dans la famille. A partir de ces études, on peut énoncer un certain nombre de recommandations en vue de rapprocher les législations de ces pays de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes :

- a) Codifier les lois relatives à la famille et élaborer un code positif de la famille dans les pays où il n'en existe pas;
- b) Limiter l'âge légal du mariage;
- c) Reconnaître la liberté des époux de contracter mariage sur la base d'un choix personnel, d'un consentement libre, direct et personnel;
- d) Etablir un contrat de mariage par les deux parties sans recourir à un tuteur pour la femme quand elle est majeure civilement;
- e) Inscrire les mariages sur un registre officiel et les célébrer devant un officier d'état civil et devant témoins;
- f) Abolir la polygamie;
- g) Instituer la responsabilité parentale au lieu de la responsabilité paternelle;

/...

h) Substituer la règle du respect mutuel à la règle d'obéissance de la femme vis-à-vis du mari;

i) Reconnaître les mêmes droits et obligations aux deux parents en ce qui concerne i) le nom et la nationalité; ii) la garde et la tutelle; iii) la prise de décisions en ce qui concerne l'éducation, l'espacement des naissances et leur limitation;

j) Reconnaître un statut aux mères quel que soit leur statut matrimonial, ainsi qu'aux enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou en dehors du mariage;

k) Instaurer le divorce judiciaire;

l) Assurer l'égalité en matière d'héritage;

m) Garantir aux femmes le droit d'acheter, de vendre, de gérer leurs biens et leurs ressources de façon indépendante.

III. COMMENTAIRES SUR LES ARTICLES 7 ET 8 DE LA CONVENTION

6. Les articles 7 et 8 concernent la participation des femmes à la vie politique et aux prises de décisions. La participation des femmes à la vie politique est une des conditions essentielles à la démocratisation de la vie des sociétés. Les conditions de cette participation sont complexes, elles sont liées au phénomène plus large de la modernité des sociétés.

7. L'UNESCO a organisé à Sana'a (Yémen), du 13 au 18 avril 1993, en collaboration avec le Yémen, une réunion d'experts sur le thème "Femmes arabes, modernité et démocratie". Des experts du Yémen et de trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) ont mené une réflexion sur la place des femmes et de la question de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la vie sociale, économique, culturelle et politique et dans les processus de démocratisation et de modernité que connaissent ces pays.

8. Cette rencontre a regroupé 30 experts et une centaine d'observateurs et d'observatrices yéménites représentant le monde associatif et la communauté intellectuelle et scientifique au moment même où le Yémen menait sa campagne pour les premières élections législatives du pays réunifié, et ce contexte très particulier a sans doute contribué à l'intérêt général suscité par notre rencontre. Parmi les participantes yéménites, quatre candidates sur les 50 qui se sont présentées aux élections ont participé aux débats.

9. Les travaux, qui ont certes insisté sur une grande diversité entre les situations des quatre pays concernés, ont également renvoyé à des données plus générales et sans doute universelles aujourd'hui, à savoir, d'une part, la lenteur de la conquête des droits des femmes et de leur réalisation pour l'égalité et, d'autre part, la place déterminante de cette conquête dans le processus de démocratisation, aussi bien dans les pays de culture et de civilisation arabo-islamique que dans les autres régions du monde qui connaissent aujourd'hui les mêmes aspirations.

/...

10. De plus, cette rencontre des femmes yéménites et des femmes maghrébines a mis en évidence, que ce soit pour le Yémen ou pour les pays du Maghreb, le caractère nécessaire de la participation des femmes pour la mise en marche de cette dynamique sociale qu'est la modernité, qui apparaît de plus en plus comme inséparable du processus de démocratisation et qui renvoie à un ensemble d'éléments qui dépassent la modernisation matérielle et technique.

11. C'est pour cela que si le rôle des Etats dans l'accomplissement des tâches économiques et sociales, ainsi que dans la garantie de l'Etat de droit qui seul permet la jouissance des droits reconnus, est important, l'action de la société civile a été reconnue comme déterminante, et en particulier le rôle fondamental joué par la communauté intellectuelle et scientifique dans ces pays.

IV. INFORMATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 10 DE LA CONVENTION POUR
LES PAYS DONT LES RAPPORTS SONT PRESENTES A LA TREIZIEME
SESSION : JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE, MADAGASCAR, ZAMBIE,
GUATEMALA, BOLIVIE, COLOMBIE, EQUATEUR, GUYANA, PEROU,
JAPON, HONGRIE, PAYS-BAS, NORVEGE, NOUVELLE-ZELANDE

12. Les tableaux qui suivent présentent les statistiques sur l'éducation des filles dans les pays cités. Il convient de rappeler que l'UNESCO est dépositaire de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de décembre 1960, ratifiée par 76 Etats. Il faut également rappeler la Convention sur l'enseignement technique et professionnel, adoptée le 10 novembre 1989, qui réaffirme dans son préambule la nécessité de faire des efforts spéciaux pour promouvoir l'enseignement technique et professionnel auprès des jeunes filles et des femmes et qui, dans son article 3, dispose que les Etats signataires devront s'efforcer de garantir l'égalité d'accès et de chance des deux sexes tout au long des études. En ce qui concerne les pays dont les rapports seront examinés à la treizième session, les tableaux ci-après présentent des statistiques sur l'éducation, la science, la technologie et l'analphabétisme.

Tableau 1
 Taux d'inscription dans le préprimaire (taux bruts*)
 (En pourcentage)

| | | Taux global | Taux masculin | Taux féminin |
|---------------------------|------|-------------|------------------------|--------------|
| Afrique | | | | |
| Jamahiriya arabe libyenne | | | Données inconsistantes | |
| Madagascar | | | Données inconsistantes | |
| Sénégal | 1980 | 2 | 2 | 2 |
| (3/5) | 1989 | 2 | 2 | 2 |
| Zambie | | | | |
| Amérique du Nord | | | | |
| Barbade | 1980 | 41 | 40 | 42 |
| (3/4) | | | | |
| Amérique du Sud | | | | |
| Guatemala | 1980 | 14 | 14 | 13 |
| (4/6) | 1991 | 16 | 16 | 16 |
| Bolivie | 1980 | 26 | 26 | 26 |
| (4/5) | 1990 | 29 | 29 | 29 |
| Colombie | 1980 | 27 | | |
| (5) | 1989 | 41 | 42 | 42 |
| Equateur | 1980 | 10 | 10 | 11 |
| (4/5) | 1987 | 20 | 19 | 20 |
| Guyana | 1980 | 67 | 67 | 67 |
| (4/5) | 1988 | 71 | 71 | 71 |
| Pérou | 1980 | 15 | 14 | 15 |
| (3/5) | 1990 | 36 | | |
| Asie | | | | |
| Japon | 1980 | 41 | 41 | 41 |
| (3/5) | 1989 | 47 | 47 | 48 |
| Europe | | | | |
| Hongrie | 1980 | 96 | 96 | 95 |
| (3/5) | 1991 | 114 | 116 | 116 |
| Pays-Bas | 1980 | 107 | 108 | 106 |
| (4/5) | 1990 | 99 | 98 | 100 |
| Norvège | 1980 | 44 | | |
| (4/6) | 1991 | 97 | | |
| Océanie | | | | |
| Nouvelle-Zélande | 1980 | 54 | 54 | 54 |
| (3/4) | 1990 | 44 | 45 | 46 |

* Rapport entre le total des effectifs à ce niveau d'enseignement, tous âges confondus, et la population d'âge correspondant à la durée de l'enseignement préprimaire, d'après la réglementation en vigueur dans chaque pays.

Les taux d'inscription concernant les femmes et les hommes sont de manière générale très proches.

Pour chaque pays, l'âge correspondant à la durée de l'enseignement du préprimaire est indiqué entre parenthèses.

/...

Tableau 2
Taux d'inscription dans le premier et second degré (taux bruts*)
(En pourcentage)

| | | Taux global | Taux masculin | Taux féminin |
|---------------------------|------|-------------|------------------------|--------------|
| Afrique | | | | |
| Jamahiriya arabe libyenne | | | Données inconsistantes | |
| Madagascar | 1984 | 71 | 75 | 78 |
| (6/17)** | 1990 | 53 | 54 | 52 |
| Sénégal | 1980 | 29 | 36 | 23 |
| (6/18) | 1989 | 38 | 45 | 31 |
| Zambie | 1980 | 54 | 71 | 57 |
| (7/18) | 1988 | 68 | 73 | 63 |
| Amérique du Nord | | | | |
| Barbade | 1980 | 95 | 96 | 95 |
| (5/16) | 1989 | 99 | 102 | 97 |
| Amérique du Sud | | | | |
| Guatemala | 1980 | 47 | 51 | 43 |
| (7/18) | 1991 | 56 | | |
| Bolivie | 1980 | 70 | 75 | 64 |
| (6/17) | 1990 | 70 | 73 | 66 |
| Colombie | 1980 | 78 | 77 | 79 |
| (6/16) | 1991 | 82 | 79 | 85 |
| Equateur | 1980 | 85 | 85 | 84 |
| (5/17) | 1987 | 89 | 89 | 89 |
| Guyana | 1980 | 78 | 78 | 78 |
| (6/18) | 1988 | 82 | 82 | 82 |
| Pérou | 1980 | 91 | 94 | 87 |
| (6/16) | 1990 | 101 | | |
| Asie | | | | |
| Japon | 1980 | 97 | 97 | 98 |
| (6/17) | 1989 | 98 | 98 | 99 |
| Europe | | | | |
| Hongrie | 1980 | 88 | 89 | 88 |
| (6/17) | 1991 | 86 | 86 | 86 |
| Pays-Bas | 1980 | 96 | 97 | 95 |
| (6/17) | 1990 | 99 | 99 | 93 |
| Norvège | 1980 | 97 | 96 | 98 |
| (7/18) | 1991 | 102 | 101 | 102 |
| Océanie | | | | |
| Nouvelle-Zélande | 1980 | 96 | 95 | 96 |
| (5/17) | 1990 | 92 | 92 | 93 |

* Rapport entre les effectifs scolaires, quel que soit l'âge des élèves, et la population du groupe d'âge qui correspond à un niveau de scolarité spécifique. Les taux pour les premier et second degrés ont été calculés en tenant compte de la diversité des systèmes nationaux d'enseignement et de la durée des études du premier et second degré.

** Groupe d'âge considéré pour le calcul du taux.

En observant les données les plus récentes, on peut noter que certains pays enregistrent des écarts entre le taux d'inscription masculin et féminin, révélant une discrimination à l'égard de la population féminine : au Sénégal, il existe un écart de 14 points en défaveur des femmes; en Zambie, l'écart est de 10 points; en Bolivie, de 7 points; à la Barbade et aux Pays-Bas, de 6 points.

/...

Tableau 3

Taux d'inscription dans le troisième degré (20-24 ans) (taux bruts)

(En pourcentage)

| | | Taux global | Taux masculin | Taux féminin |
|---------------------------|------|-------------|---------------|--------------|
| <u>Afrique</u> | | | | |
| Jamahiriya arabe libyenne | 1980 | 8,0 | 11,6 | 4,2 |
| | 1991 | 18,0 | 19,1 | 16,8 |
| Madagascar | 1980 | 2,9 | | |
| | 1990 | 3,4 | 3,8 | 3,1 |
| Sénégal | 1980 | 2,8 | 4,6 | 1,0 |
| | 1989 | 2,9 | 4,7 | 1,2 |
| Zambie | 1980 | 1,6 | | |
| | 1985 | 1,5 | 2,4 | 0,6 |
| | 1989 | 2,0 | 3,0 | 1,1 |
| <u>Amérique du Nord</u> | | | | |
| Barbade | 1980 | 15,5 | 14,2 | 16,7 |
| | 1989 | 17,3 | 13,7 | 21,1 |
| <u>Amérique du Sud</u> | | | | |
| Guatemala | 1980 | 8,4 | | |
| | 1986 | 8,6 | | |
| Bolivie | 1980 | 17,2 | | |
| | 1991 | 22,6 | | |
| Colombie | 1980 | 10,2 | 11,4 | 9,1 |
| | 1989 | 13,7 | 13,2 | 14,1 |
| Equateur | 1980 | 36,5 | 45,2 | 27,6 |
| | 1987 | 29,0 | 34,5 | 23,4 |
| | 1990 | 20,1 | | |
| Guyana | 1980 | 3,2 | 3,7 | 2,7 |
| | 1988 | 5,1 | 5,8 | 4,4 |
| Pérou | 1980 | 19,4 | 24,8 | 13,9 |
| | 1990 | 35,6 | | |
| <u>Asie</u> | | | | |
| Japon | 1980 | 30,5 | 40,6 | 20,3 |
| | 1989 | 30,7 | 36,9 | 24,2 |
| <u>Europe</u> | | | | |
| Hongrie | 1980 | 12,9 | 12,7 | 13,1 |
| | 1991 | 15,3 | 14,9 | 15,8 |
| Pays-Bas | 1980 | 30,0 | 35,4 | 24,3 |
| | 1990 | 37,6 | 41,0 | 34,0 |
| Norvège | 1980 | 25,5 | 25,9 | 25,1 |
| | 1991 | 45,3 | 41,0 | 49,6 |
| <u>Océanie</u> | | | | |
| Nouvelle-Zélande | 1980 | 28,6 | 33,2 | 23,7 |
| | 1990 | 44,8 | 41,7 | 48,0 |

/...

Tableau 4

Statistiques sur la science et la technologie par sexe

| Pays | Année | Scientifiques et ingénieurs potentiels | | Techniciens potentiels* | |
|---------------------------|-------|---|-----------|-------------------------|-----------|
| | | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| Jamahiriya arabe libyenne | 1980 | 42 595 | 1 142 | 8 581 | 439 |
| Bolivie | 1992 | 50 650 | 13 650 | 2 000 | 1 000 |
| Japon | 1987 | 7 444 000 | 1 228 000 | 1 886 000 | 3 069 000 |
| Norvège | 1987 | 98 150 | 22 630 | ... | .. |
| Nouvelle-Zélande | 1991 | 139 200 | 54 523 | 430 233 | 286 458 |
| Pays-Bas | 1990 | 347 000 | 125 000 | 510 000 | 417 000 |
| Hongrie | 1990 | 285 350 | 232 300 | ... | .. |
| Pérou | 1981 | Seule une donnée H + F a été fournie | | 72 866 | 92 807 |

* Il s'agit du nombre de personnes formées disponibles dans le pays en question.

Les statistiques sur la science et la technologie qui se réfèrent à huit pays concernés par la prochaine session du Comité permettent d'identifier la place occupée par les femmes au sein de deux groupes professionnels :

- a) Les scientifiques et les ingénieurs potentiels;
- b) Les techniciens potentiels.

Remarques : Les données ne datent pas toutes de la même année; les plus récentes sont de 1992 et les plus anciennes de 1980. La Norvège n'a pas communiqué de données concernant les techniciens potentiels; quant au Pérou, il n'a pas transmis le nombre de femmes entrant dans la catégorie des scientifiques et ingénieurs potentiels.

De manière générale, une plus grande place est accordée aux femmes au sein de la catégorie des techniciens potentiels. En ce qui concerne ce groupe, on peut distinguer trois tendances :

- a) Au Japon et au Pérou, le nombre de femmes appartenant à cette catégorie est plus élevé que celui des hommes;
- b) Aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande, les données révèlent une présence masculine supérieure à celle des femmes;

/...

c) En Bolivie, les femmes ne représentent qu'un tiers des techniciens potentiels; la discrimination est encore plus nette en Libye, où elles ne représentent que 5 % des techniciens potentiels.

La discrimination à l'égard des femmes est beaucoup plus prononcée pour la catégorie des scientifiques et ingénieurs potentiels. On peut distinguer :

a) Surtout la Hongrie, puis la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas, pour lesquels la discrimination est la moins importante : les hommes sont de deux à trois fois plus nombreux que les femmes dans ce secteur;

b) La Bolivie, la Norvège puis le Japon : les hommes sont quatre à six fois plus nombreux;

c) La Jamahiriya arabe libyenne, où les hommes sont 42 fois plus nombreux que les femmes.

Tableau 5

Taux d'analphabétisme dans la population âgée de 15 ans et plus

(En pourcentage)

| Pays | Femmes | | Hommes | | Ecart |
|---------------------------|--------|------|--------|------|----------|
| | 1985 | 1990 | 1985 | 1990 | H/F (90) |
| Sénégal | 80,7 | 74,9 | 54,6 | 48,1 | 26,8 pts |
| Guatemala | 56,2 | 52,9 | 40,0 | 36,9 | 16,0 pts |
| Jamahiriya arabe libyenne | 59,7 | 49,6 | 29,9 | 24,6 | 25,0 pts |
| Zambie | 41,3 | 34,7 | 23,3 | 19,2 | 15,5 pts |
| Bolivie | 35,5 | 29,3 | 19,1 | 15,3 | 14,0 pts |
| Madagascar | 31,6 | 27,1 | 14,2 | 12,3 | 14,8 pts |
| Pérou | 25,5 | 21,3 | 10,5 | 8,5 | 12,8 pts |
| Equateur | 19,5 | 16,1 | 14,5 | 9,6 | 6,5 pts |
| Colombie | 16,3 | 14,1 | 14,2 | 12,5 | 1,6 pt |
| Guyana | 5,9 | 4,6 | 3,3 | 2,5 | 2,1 pts |

Source : Division des statistiques de l'UNESCO.

Les statistiques sur l'analphabétisme par sexe révèlent une baisse générale des taux d'analphabétisme dans la population âgée de 15 ans et plus pendant la période 1985-1990 pour les 10 pays en question.

Durant cette période, la plus forte baisse a été enregistrée en Jamahiriya arabe libyenne pour la population féminine.

Les écarts les plus flagrants entre le taux de femmes analphabètes et le taux d'hommes analphabètes ont été enregistrés en Jamahiriya arabe libyenne et au Sénégal aussi bien pour 1985 que pour 1990.

Les écarts les plus faibles ont été relevés dans les pays qui présentent les plus bas taux d'analphabétisme, c'est-à-dire le Guyana, la Colombie et l'Equateur.

D'après les données de 1990 pour ce qui concerne la population féminine, on peut classer les 10 pays selon quatre groupes :

- a) Les pays avec un taux d'analphabétisme proche de 50 % : Sénégal, Guatemala, Jamahiriya arabe libyenne;
- b) Ceux avec un taux < 50 % et > 25 % : Zambie, Bolivie, Madagascar;
- c) Ceux avec un taux compris entre 10 % et 20 % : Colombie, Equateur;
- d) Ceux avec un taux < 5 % : Guyana.
